



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département du Var

DECISION DU MAIRE**Clôture de la régie n°10806 « Droits de place forains »****Le Maire de la Commune de Le Val, Var,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22, L. 1617 et R.1617-1 à R. 1617-18 ;

VU le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

VU la délibération du conseil municipal n°2020-022 en date du 19 juin 2020 donnant délégation au maire pour la création, la modification et la suppression des régies communales ;

VU la délibération en date du 22 décembre 2003 portant création de la régie « droits de place forains » ;

VU l'arrêté en date du 24 juin 2011 portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant ;

VU l'avis du comptable public assignataire en date du 15 mai 2024 ;

DECIDE**Article 1 :**

Il est mis fin à la régie 10806 « droits de place forains » à compter du 31 mai 2024.

Article 2 :

Il est mis fin aux fonctions du régisseur à compter du 31 mai 2024. Le régisseur remettra au comptable assignataire la totalité des recettes encaissées, ainsi tous ses documents, valeurs et stocks.

Article 3 :

Monsieur le Maire et le comptable du Trésor public auprès de la commune sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants.

Envoyé en préfecture le 21/05/2024

Reçu en préfecture le 21/05/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240516-47D_2024-AU

Article 4 :

Il sera rendu compte de cette décision au conseil municipal lors de sa prochaine réunion.

Fait à LE VAL, le 16 mai 2024

Le Maire,

Jérémy GIULIANO



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 21/05/2024

Reçu en préfecture le 21/05/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240516-47D_2024-AU